

Burkina Faso
Unité - Justice - Progrès

Ministère de l'Economie, des Finances et
du Développement

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique
et de la Démographie (INSD)



TBE n° 04/2018

Tableau de bord de l'Economie

au 4^{ème} trimestre 2018

Mars 2019

SOMMAIRE

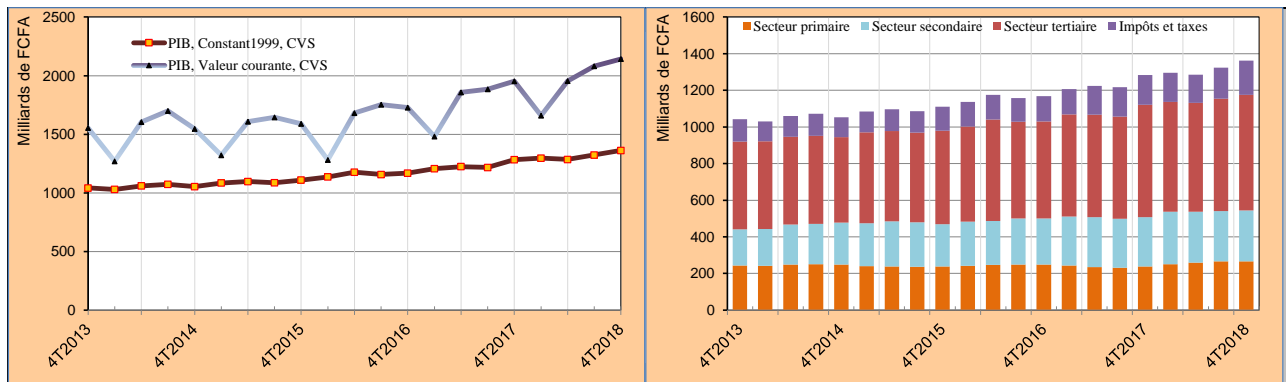
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	18
Définitions et abréviations	23
Crédit des contributions	24

Secteur réel

Au quatrième trimestre 2018, le PIB réel progresse de 2,9% par rapport au trimestre précédent. Cette hausse de l'activité économique s'explique par la bonne tenue de l'activité dans les secteurs tertiaire (+2,9%), secondaire (+1,6%) et une baisse du rythme de l'activité dans le secteur primaire (-0,1%). Le niveau général des prix à la consommation enregistre une baisse, essentiellement imputable au recul des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-4,4%). Quant à l'activité industrielle, elle poursuit sa croissance au troisième trimestre, sous l'impulsion des industries textiles, extractives, de fabrication de matériaux de construction et énergétiques.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) Prix constants 1999, Corrigés des variations saisonnières	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2017	2018	2018	2018	2018	trimestriel	annuel
Secteur primaire	238,1	250,0	259,6	265,9	265,6	-0,1%	11,5%
Agriculture	119,0	130,1	139,0	144,4	143,3	-0,8%	20,4%
Élevage	88,7	89,2	89,8	90,5	91,2	0,8%	2,8%
Sylviculture, pêche et chasse	30,5	30,6	30,8	31,0	31,1	0,4%	2,2%
Secteur secondaire	269,6	287,9	276,9	274,0	278,4	1,6%	3,3%
Extraction	49,6	56,6	50,0	45,5	53,2	16,8%	7,2%
Industrie manufacturière	98,5	98,8	97,3	98,8	99,0	0,2%	0,5%
Agroalimentaire	55,7	56,3	55,1	56,7	57,2	0,8%	2,7%
Égrenage et fabrication de textiles	5,6	5,4	5,2	5,0	4,8	-4,1%	-14,2%
Bois et métaux	19,8	19,6	19,3	19,1	19,0	-0,9%	-4,4%
Autres industries manufacturières	17,4	17,6	17,8	17,9	18,1	0,9%	3,8%
Énergie	32,3	32,3	32,7	33,8	34,2	1,1%	6,0%
BTP	89,2	100,1	96,8	95,8	92,0	-4,0%	3,1%
Secteur tertiaire	612,9	598,5	594,8	613,9	631,8	2,9%	3,1%
Services marchands	342,4	333,1	333,0	337,6	338,0	0,1%	-1,3%
Commerce	119,7	124,9	125,7	128,2	128,6	0,4%	7,5%
Hôtellerie et restauration	11,2	11,2	11,2	11,2	11,3	0,5%	0,8%
Transports	10,0	10,3	10,5	10,8	10,8	0,5%	8,3%
Télécommunication	98,8	80,0	80,7	79,3	71,5	-9,7%	-27,6%
Services financiers	45,9	49,4	49,4	51,1	55,9	9,5%	21,9%
Autres services marchands	56,9	57,4	55,5	57,1	59,9	4,8%	5,3%
Services non marchands	298,7	295,8	292,2	307,7	328,1	6,6%	9,9%
Administrations publiques	277,0	274,0	270,4	285,8	306,1	7,1%	10,5%
Autres services non marchands	21,6	21,7	21,8	21,9	22,0	0,5%	1,7%
SIFIM	-28,2	-30,3	-30,3	-31,4	-34,3	9,4%	21,6%
Impôts et taxes	162,5	159,3	154,0	169,9	186,0	9,5%	14,5%
PIB, Constant1999, CVS	1 283,0	1 295,7	1 285,3	1 323,7	1 361,7	2,9%	6,1%
PIB, Valeur courante, CVS	1 952,5	1 658,7	1 954,7	2 080,7	2 141,8	2,9%	9,7%



Au quatrième trimestre 2018, le PIB réel progresse de 2,9% par rapport au trimestre précédent. Cette hausse de l'activité économique s'explique par la bonne tenue de l'activité dans les secteurs tertiaire (+2,9%), secondaire (+1,6%) et une baisse du rythme de l'activité dans le secteur primaire (-0,1%).

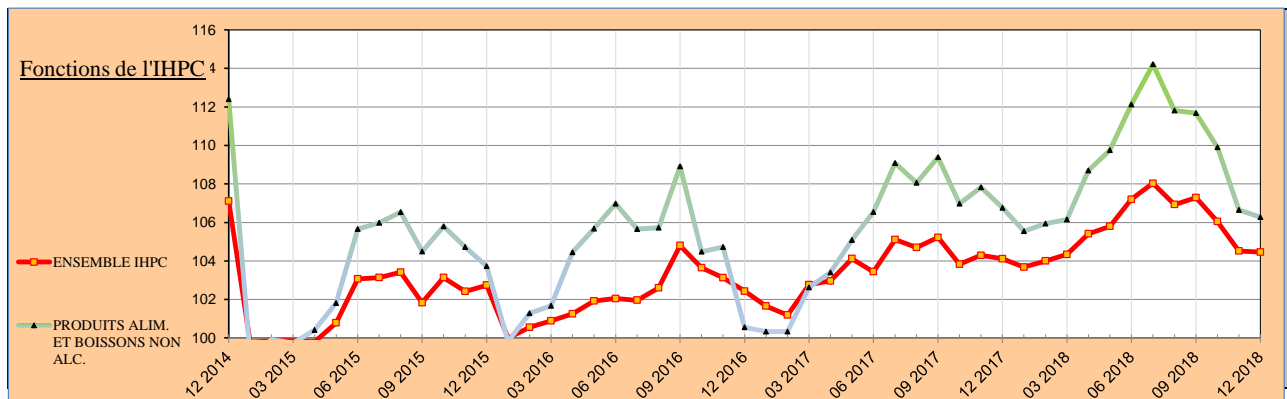
La baisse de l'activité dans le secteur primaire est imputable à une baisse de l'activité dans le sous-secteur de l'agriculture (-0,8%) et une légère hausse dans les sous-secteurs de l'élevage (+0,8%) et de la sylviculture (+0,4%). La croissance ressortie positive dans le secteur secondaire, s'explique par une hausse de la valeur ajoutée dans les secteurs de l'industrie extractive (+16,8%), manufacturière (+0,2%), de l'énergie (+1,1%) et une baisse dans le secteur du BTP (-4,0%). Les bonnes performances constatées dans le secteur tertiaire est imputable à une hausse de la croissance dans les sous-secteurs des « services non marchands » (+6,6%) et des « services marchands » (+0,1%). Les services des télécommunications ayant enregistré une baisse importante de 9,7%.

Comparé au quatrième trimestre de 2017, la croissance du PIB réel est ressortie à 6,1% en lien avec une bonne tenue de l'activité économique dans le secteur primaire (+11,5%), dans le secteur secondaire (3,3%) et dans le secteur tertiaire (+3,1%).

Source : MINEFID / INSD

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2017	2018	2018	2018	2018	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	104,1	104,0	106,1	107,4	105,0	-2,2%	0,9%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	107,2	105,9	110,2	112,6	107,6	-4,4%	0,4%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	114,9	121,3	124,7	131,1	130,3	-0,6%	13,4%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSANTS	100,6	100,3	100,6	100,5	100,8	0,3%	0,3%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	97,5	100,0	97,5	96,4	97,1	0,7%	-0,4%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	100,2	100,9	101,1	101,2	101,0	-0,2%	0,8%
SANTE	100,3	100,3	100,3	100,3	100,3	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	96,1	97,1	97,2	97,4	98,8	1,5%	2,9%
COMMUNICATION	111,0	117,3	111,6	110,0	110,5	0,5%	-0,5%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	105,0	105,1	104,4	102,3	102,3	-0,1%	-2,6%
ENSEIGNEMENT	102,7	103,0	103,2	103,2	104,6	1,4%	1,8%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	101,7	101,8	102,6	103,5	104,0	0,4%	2,2%
AUTRES BIENS ET SERVICES	99,9	100,0	100,1	100,2	100,3	0,1%	0,4%



Au quatrième trimestre 2018, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une baisse de 2,2% par rapport au trimestre précédent et une hausse de 0,9% par rapport au même trimestre de 2017.

La baisse en glissement trimestriel est essentiellement imputable au recul des prix des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-4,4%). On note cependant que les fonctions "Transports" et "Enseignement" ont subi une hausse trimestrielle respectivement de 1,5% et de 1,4%. Les autres fonctions ont connu une relative faible variation trimestrielle de leurs prix.

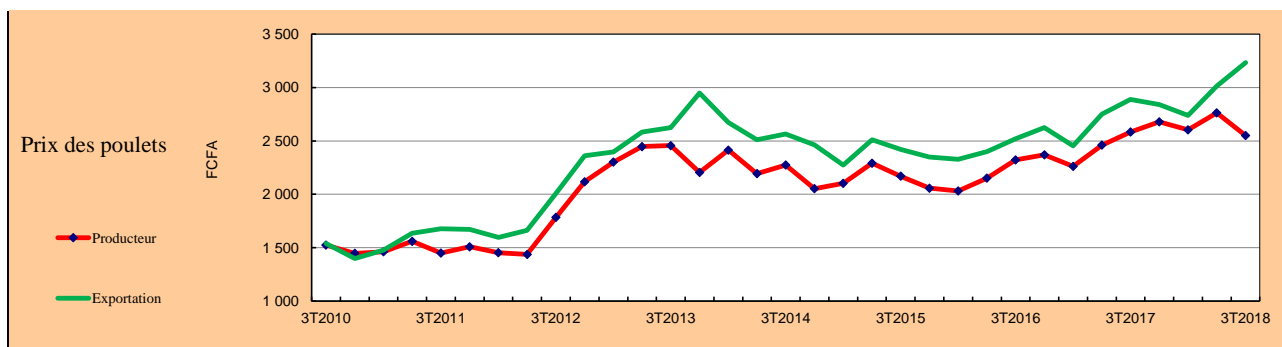
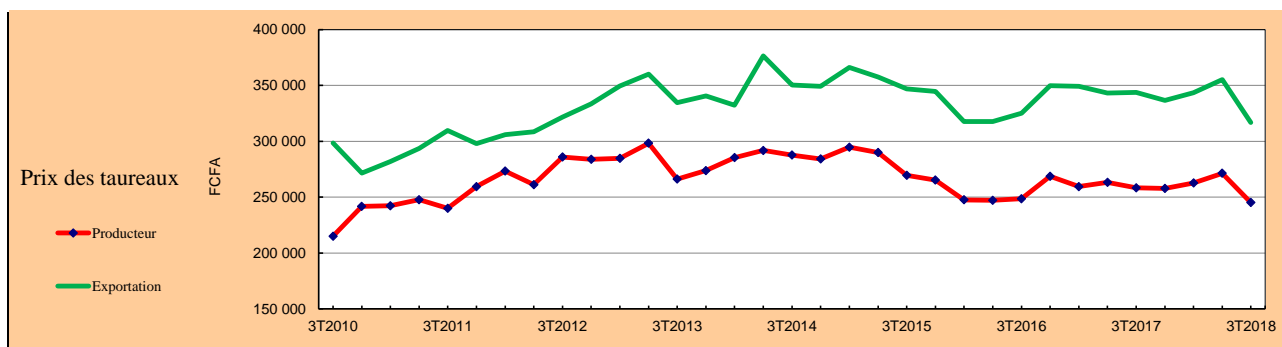
Quant à la hausse de 0,9% en glissement annuel, elle est essentiellement portée par un renchérissement des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+13,4%), mais aussi des services de "transport" (+2,9%), des services d'"enseignement" (+2,2%) et des services des "Restaurants et hôtels" (+1,8%).

L'inflation reste maîtrisée dans les limites de 3% de la norme communautaire. A fin décembre 2018, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de 2,0%. Elle était de 1,5% à fin décembre 2017.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2017	2017	2018	2018	2018	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	258 344	257 805	262 614	271 325	245 137	-9,7%	-5,1%
Prix à l'exportation du taureau	343 688	336 616	343 522	355 184	316 908	-10,8%	-7,8%
Prix au producteur du béliér	47 706	47 037	45 029	49 648	52 477	5,7%	10,0%
Prix à l'exportation du béliér	55 016	51 408	51 855	57 269	55 971	-2,3%	1,7%
Prix au producteur du bouc	26 720	26 606	27 758	30 075	26 911	-10,5%	0,7%
Prix à l'exportation du bouc	36 805	32 642	33 389	35 768	32 215	-9,9%	-12,5%
Prix au producteur du poulet	2 583	2 679	2 603	2 763	2 551	-7,7%	-1,2%
Prix à l'exportation du poulet	2 889	2 839	2 740	3 015	3 233	7,2%	11,9%
Prix au producteur de la pintade	2 515	2 604	2 557	2 732	2 680	-1,9%	6,6%
Prix à l'exportation de la pintade	2 727	2 759	2 633	2 825	2 807	-0,6%	2,9%



Au quatrième trimestre 2018, le marché des animaux s'est caractérisé par une reprise de l'activité commerciale des animaux avec un niveau d'approvisionnement en hausse et le prix du béliér en baisse aussi bien sur les marchés de production que d'exportation comparativement au trimestre précédent.

Le prix du taureau a été en baisse sur les marchés d'exportation tandis qu'il a évolué en hausse sur les marchés de production par rapport au trimestre écoulé. Il s'est affiché en glissement trimestriel à 8,4% sur les marchés de production et à -5,1 % sur les marchés d'exportation ce qui correspond à un prix moyen de transaction de 300 626 FCFA et de 265 833 FCFA respectivement. En glissement annuel, le prix du taureau a été également évolué dans les mêmes tendances que ceux observées en glissement trimestriel. La baisse observée sur les marchés d'exportation a été de 10,7% tandis que la hausse enregistrée sur les marchés de production a été de 3,1%. La hausse du prix du taureau sur les marchés de production s'expliquerait par le très bon état d'embonpoint des bovins sur les marchés.

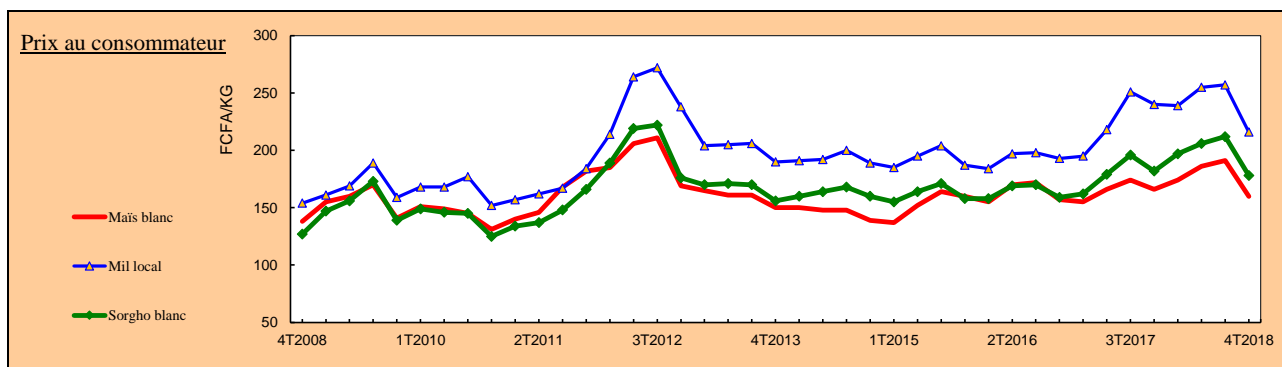
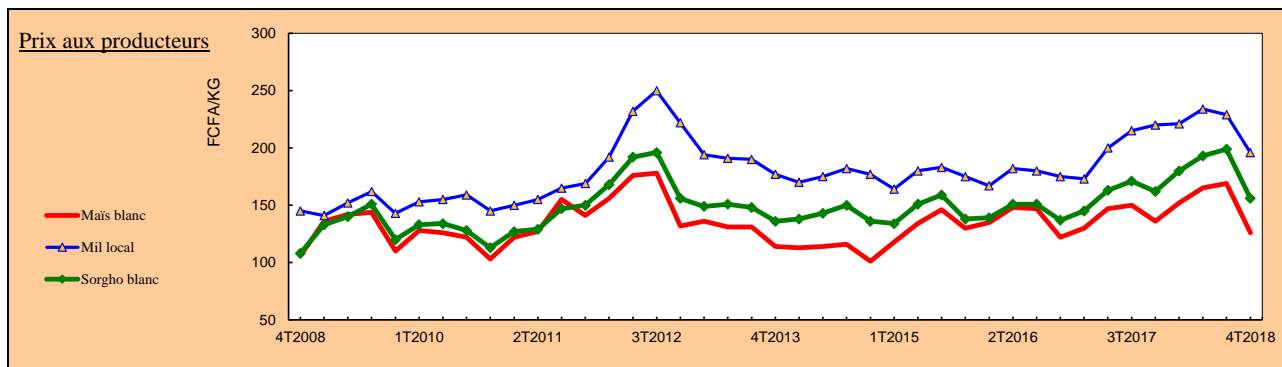
Les tendances du prix du béliér ont été en baisse par rapport au troisième trimestre 2018 sur les marchés. Les variations observées ont été de -23,6% sur les marchés de productions et de -9,3% sur les marchés d'exportation. En Glissement annuel, c'est également une baisse du prix du béliér qui a été observée dont la plus importante a été enregistrée sur les marchés de production avec -14,7%. Quant au prix du bouc, il a été contrairement au prix du béliér affichés une tendance haussière en glissement trimestriel aussi bien sur les marchés de production que d'exportation. Ainsi donc, le prix du bouc a été hausse de 6,2% sur les marchés de production et de 9% sur les marchés d'exportation. Par rapport au quatrième trimestre 2018, le prix du bouc a été en hausse de plus de 7% sur les marchés. La baisse du prix du béliér pourrait s'expliquer par la baisse de la demande et au manque d'opportunité des commerçants d'ovin tandis que le renchérissement du prix du bouc s'expliquerait par la hausse de la demande de consommation.

Le prix de la pintade a été quasi stable sur l'ensemble des marchés tandis que le prix du poulet a été en hausse sur les marchés de production de 6,8% et stable sur les marchés d'exportation par rapport au troisième trimestre 2018. En glissement annuel, les tendances des prix de la volaille ont été en hausse de 13,3% sur les marchés d'exportation pour le poulet. La hausse du prix au producteur du poulet s'expliquerait par la hausse de la demande, enregistrée au cours de ce trimestre lors des fêtes de fin d'années.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2017	2018	2018	2018	2018	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	136,0	152,0	165,0	169,0	126,0	-25,4%	-7,4%
Prix au consommateur du maïs blanc	166,0	174,0	186,0	191,0	160,0	-16,2%	-3,6%
Prix au producteur du mil local	220,0	221,0	234,0	229,0	196,0	-14,4%	-10,9%
Prix au consommateur du mil local	240,0	239,0	255,0	257,0	216,0	-16,0%	-10,0%
Prix au producteur du sorgho blanc	162,0	180,0	193,0	199,0	156,0	-21,6%	-3,7%
Prix au consommateur du sorgho blanc	182,0	197,0	206,0	212,0	178,0	-16,0%	-2,2%



Le quatrième trimestre 2018 a été marqué par une bonne disponibilité des céréales sur les marchés et une tendance à la baisse des prix des principales céréales sur les marchés. Ces derniers ont été bien approvisionnés et l'offre céréalière a connu une hausse. La demande a connu par contre une baisse car les ménages sont moins dépendants des marchés. Ce qui a eu pour conséquence une chute de prix en ce quatrième trimestre.

Sur les marchés de collecte, les principales céréales se négociaient en moyenne à 126 FCFA le kilo pour le maïs, 156 FCFA pour le sorgho et 196 FCFA pour le mil. Par rapport au trimestre précédent, ces prix sont en baisse de 25,4% pour le maïs, 21,6% pour le sorgho et 14,4% pour le mil. Par rapport au même trimestre de l'année passée, des baisses de prix ont également été enregistrées : -7,4% pour le maïs, -3,7% pour le sorgho et -10,9% pour le mil. Comparativement à la moyenne quinquennale, des variations de +3,8%, +9,5% et +6,5% ont été respectivement enregistrées pour le maïs, le sorgho et le mil.

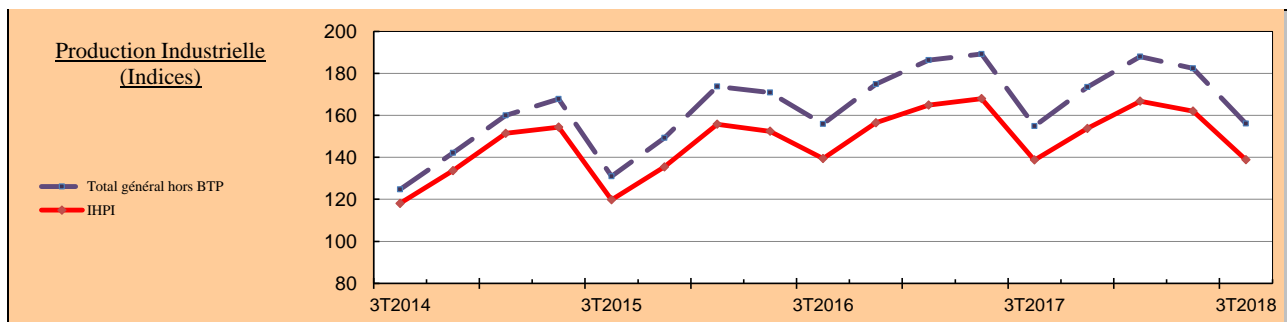
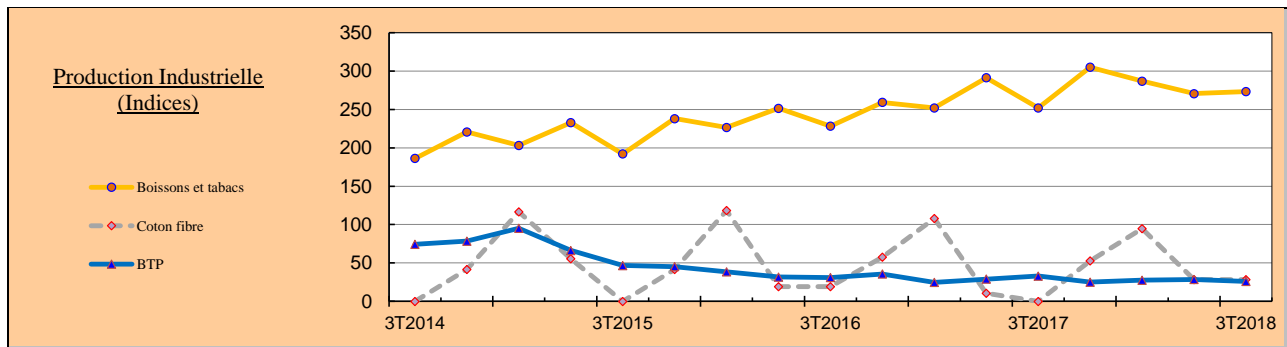
Sur les marchés de détail, les prix moyens des principales céréales se situaient à 160 FCFA le kilo pour le maïs, 216 FCFA pour le mil et 178 FCFA pour le sorgho. Ce qui donne des baisses de prix de 16,2% pour le maïs et 16,0% pour le mil et le sorgho comparés aux prix du trimestre précédent. Par rapport au 4ème trimestre 2017, des variations en baisses ont également ressorties : -3,6% pour le maïs, -3,7% pour le sorgho et -10,0% pour le mil. Une comparaison par rapport à la moyenne des cinq dernières nous donne de légères hausses de 2,8%, 7,2% et 8,6% respectivement pour le maïs, le mil et le sorgho.

Au cours des prochains mois, les marchés demeureront bien approvisionnés et les céréales disponibles. Les prix devraient se stabiliser avec de légère tendance à la baisse au regard de la bonne production observée jusqu'en fin du trimestre prochain.

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2017	2017	2018	2018	2018	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	0,0	52,8	94,7	28,3	28,3	0,0%	
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	182,4	215,6	223,5	202,8	185,0	-8,8%	1,5%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	15,3	61,5	99,5	39,2	39,2	0,0%	156,8%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 108,9	1 188,1	1 517,6	1 926,5	1 772,6	-8,0%	59,9%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	140,2	144,7	149,3	139,5	134,4	-3,7%	-4,1%
BOISSONS ET TABAC	251,9	305,0	286,8	270,6	273,3	1,0%	8,5%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	140,2	144,7	149,3	139,5	134,4	-3,7%	-4,1%
BOULANGERIES, MEUNERIES	127,3	135,5	136,7	118,9	44,5	-62,6%	-65,0%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	39,2	32,4	95,9	65,5	8,3	-87,3%	-78,8%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	168,9	148,3	148,3	148,3	148,3	0,0%	-12,2%
INDUSTRIES CHIMIQUES	108,7	79,0	75,9	77,7	37,2	-52,1%	-65,7%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	0,0%	0,0%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	160,1	187,4	196,2	216,0	130,1	-39,7%	-18,7%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	33,0	25,0	27,6	28,6	26,2	-8,6%	-20,7%
TOTAL GENERAL HORS BTP	154,9	173,5	188,0	182,5	156,1	-14,5%	0,8%
IHPI	138,7	153,8	166,8	162,1	138,9	-14,3%	0,1%



La production industrielle a fortement baissé au troisième trimestre 2018. L'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI), s'établi à 138,9, réalisant une baisse en glissement trimestriel (-14,3%). En glissement annuel, l'indice est resté quasi stable (+0,1%).

Le recul constaté est dû principalement au ralentissement de l'activité dans le secteur eau, électricité, gaz. En effet, en glissement trimestriel, l'indice du secteur enregistre une baisse de 39,7%, du fait de la forte baisse de la production d'énergie électrique. Comparativement au troisième trimestre de l'année 2017, on note une baisse d'ampleur relativement moindre (-18,7%) de l'indice du secteur. La tendance observée dans cette branche de l'industrie burkinabè s'explique par la substitution progressive de la production d'énergie thermique par celle importée à partir des réseaux d'interconnexion avec certains pays voisins.

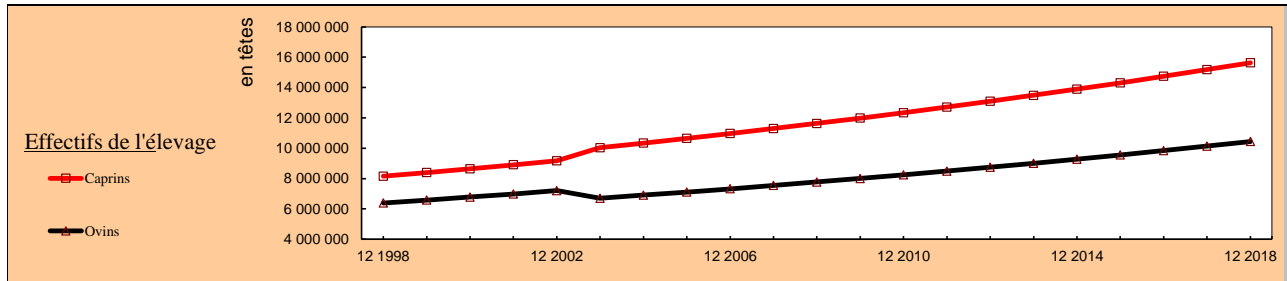
Aussi les industries extractives ainsi que celles de fabrication de matériaux de construction ont-elles contribué au repli de l'activité industrielle avec des baisses de leurs indices respectifs de 8,8% et 8,6% en glissement trimestriel. En revanche, en glissement annuel, les industries d'extraction de minerais métalliques sont en forte hausse (+59,9%), tandis que l'indice des entreprises de fabrication des matériaux de construction décroît de 20,7%.

Quant aux entreprises de fabrication de boissons et de tabacs, leur indice enregistre une légère hausse (+1,0%) par rapport au deuxième trimestre 2018. En glissement annuel également, la branche est en plus forte progression et son indice croît de 8,5%.

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2014	déc 2015	déc 2016	déc 2017	déc 2018	Croissance moyenne	
						2014-2018	2017-2018
Effectif de bovins (en têtes)	9 090 718	9 272 510	9 457 934	9 647 073	9 839 995	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	9 277 746	9 556 056	9 842 712	10 137 973	10 442 084	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	13 891 447	14 308 172	14 737 393	15 179 490	15 634 856	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	42 220	43 487	44 792	46 135	47 519	3,0%	3,0%

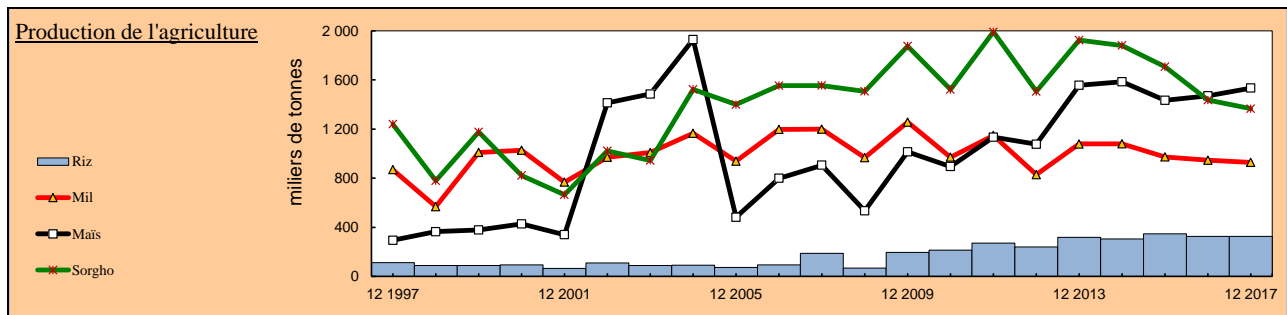


Le lancement de la Première Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC 1) à Mogtédou dans la région du Plateau Central, le 19 Novembre 2018 par le Ministre des ressources animales et halieutiques permettra d'actualiser les effectifs tant attendu des animaux. En attendant cette actualisation, les effectifs du cheptel 2018, estimés sur la base des données de la dernière Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel croitraient de 2% pour les bovins et de 3% pour les petits ruminants et la volaille.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

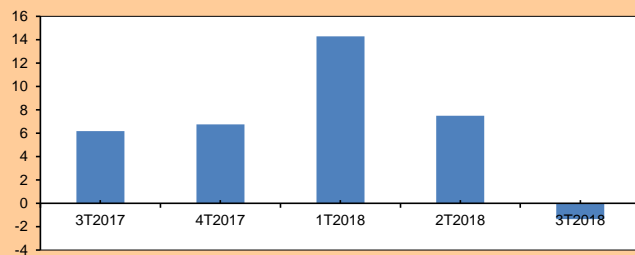
Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	déc 2017	Croissance moyenne	
						2013-2017	2016-2017
Production brute totale de céréales	4 869 723	4 469 300	4 189 665	4 567 066	4 063 198	-4,4%	-11,0%
dont : Production brute de mil	1 078 570	972 539	946 184	905 071	928 234	-3,7%	2,6%
dont : Production brute de sorgho	1 880 465	1 707 613	1 435 640	1 663 844	1 365 898	-7,7%	-17,9%
dont : Production brute de maïs	1 585 418	1 433 085	1 469 612	1 602 525	1 533 431	-0,8%	-4,3%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	305 382	347 501	325 138	384 690	325 566	1,6%	-15,4%



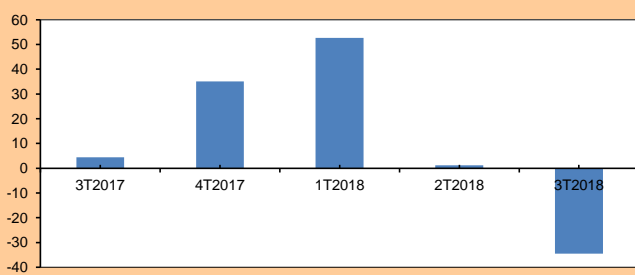
Le troisième trimestre 2018 a été marqué par le suivi et l'évaluation de la campagne agricole 2018/2019. Cette dernière a connu un démarrage normal à tardif dans l'ensemble des régions. Les premières pluies enregistrées avaient permis des semis au mois de mai dans certaines localités. Les séquences sèches observées durant le mois de juin ont provoqué des flétrissements des plantes et des resemis dans ces régions.

A partir de la 2ème décennie de juillet, il y a eu un renforcement de l'activité pluvio-orageuse de la mousson occasionnant en certains endroits du territoire des personnes sinistrées, des inondations dans des exploitations agricoles, des animaux emportés par les eaux, des dégâts sur des infrastructures, des chutes de maisons, etc. Cette reprise de la pluviosité au mois de juillet s'est poursuivie avec une bonne répartition spatio-temporelle dans l'ensemble du pays sauf dans la région du Sahel où six des douze postes pluviométriques suivis sont déficitaires. Cette situation est jugée favorable à de bonnes perspectives de productions céréalières.

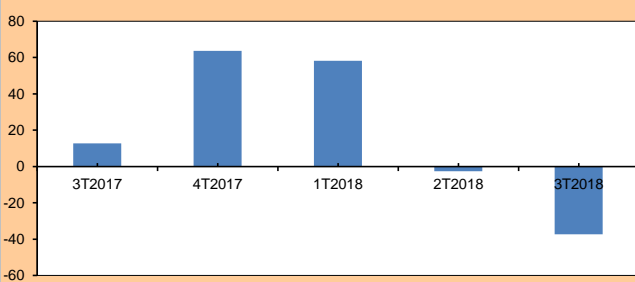
Il faut noter que dès la fin août, un début de récolte pour certaines spéculations (maïs et arachide frais, mil hâtif, gombo...). La situation phytosanitaire a été toujours marquée par la persistance des chenilles légionnaires qui a cependant fait moins de dégâts que la campagne précédente. La campagne agricole 2018/2019 s'annonce prometteuse en termes de production.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...**... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

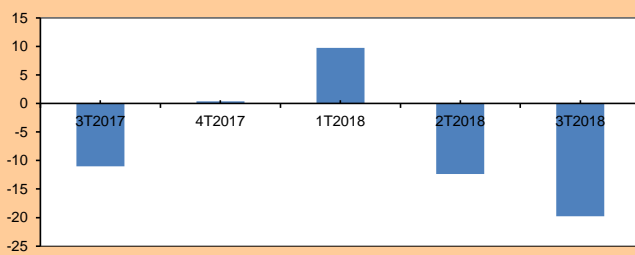
Le climat des affaires a été peu favorable au troisième trimestre 2018 comparé au deuxième trimestre 2018

... sur les recettes**Recettes**

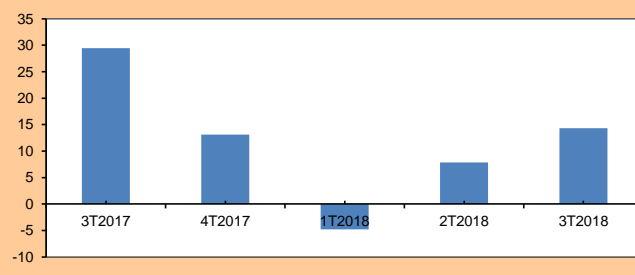
Par ailleurs, les ventes ont chuté entre les deux trimestres.

... sur la production**Production**

Ainsi, la production des entreprises a baissé au troisième trimestre 2018 comparée au deuxième trimestre 2018.

... sur les effectifs employés**Effectifs employés**

Aussi, au troisième trimestre 2018, les effectifs employés ont chuté pour le deuxième trimestre consécutif après une hausse au premier trimestre 2018.

... sur la situation de la trésorerie**Trésorerie des entreprises**

En revanche, la situation de la trésorerie des entreprises est restée bonne dans l'ensemble au troisième trimestre 2018.

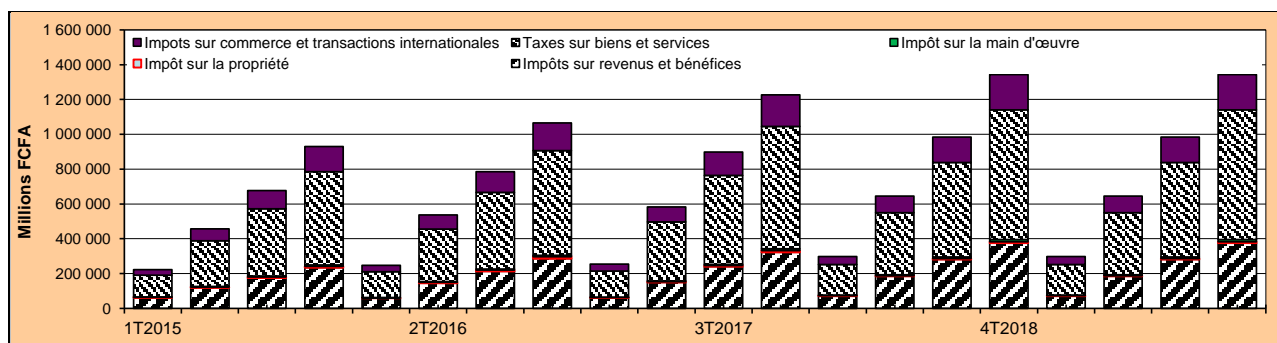
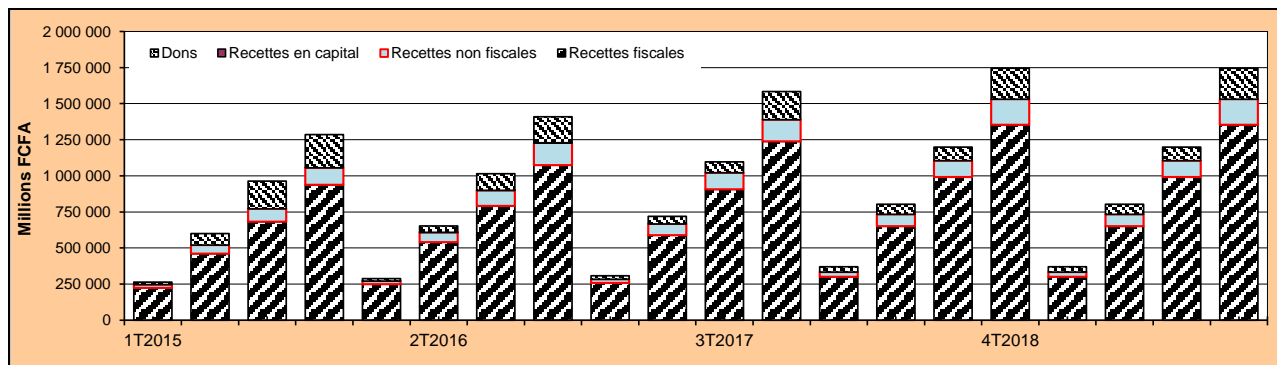
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin décembre 2018, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 370,61 milliards de FCFA, en amélioration de 192,28 milliards de FCFA comparativement à son niveau un an plus tôt.

RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	4. Trim. 2017	1. Trim. 2018	2. Trim. 2018	3. Trim. 2018	4. Trim. 2018	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	1 570 175,7	1 583 574,8	370 943,1	803 040,3	1 198 540,5	1 745 866,1	111,2%	10,2%
Recettes totales	1 283 901,5	1 389 271,4	333 975,5	733 230,2	1 105 140,2	1 530 775,1	119,2%	10,2%
Recettes courantes	1 283 901,5	1 389 271,4	333 975,5	733 230,2	1 105 140,2	1 530 775,1	119,2%	10,2%
Recettes fiscales	1 127 291,3	1 238 241,6	301 150,6	650 868,5	992 285,5	1 354 257,1	120,1%	9,4%
Impôts sur revenus et bénéfices	307 416,6	323 291,2	71 288,0	184 658,8	281 353,3	375 282,0	122,1%	16,1%
Impôt sur la main d'œuvre	19 132,2	10 813,4	3 124,2	6 054,8	9 238,2	12 426,5	65,0%	14,9%
Taxes sur biens et services	607 410,3	702 883,9	176 077,6	356 279,3	542 745,0	744 879,1	122,6%	6,0%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	182 742,2	181 189,2	46 080,0	95 157,6	145 643,2	202 465,7	110,8%	11,7%
Autres recettes fiscales	10 590,0	11 639,2	2 766,8	5 610,7	8 341,1	11 398,7	107,6%	-2,1%
Recettes non fiscales	156 610,2	151 029,8	32 825,0	82 361,7	112 854,7	176 518,0	112,7%	16,9%
Recettes en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		-100,0%
Dons	286 274,2	194 303,5	36 967,6	69 810,1	93 400,2	215 091,0	75,1%	10,7%
Projets	213 771,5	119 947,0	23 242,5	49 477,1	64 045,0	122 390,1	57,3%	2,0%
Programmes	72 502,7	74 356,5	13 725,2	20 333,1	29 355,3	92 700,9	127,9%	24,7%



Le TOFE affiche un niveau de mobilisation des recettes totales et dons de 1 745,87 milliards de FCFA contre 1 583,57 milliards de FCFA à la même période en 2017, soit un accroissement de 162,29 milliards de FCFA (+10,25%). Cette progression est due à la hausse des recettes propres ainsi qu'à celle des dons.

Les recettes propres se sont établies à 1 530,78 milliards de FCFA, en hausse de 141,50 milliards de FCFA (+10,19%) par rapport à fin décembre 2017. Ce résultat est attribuable aussi bien à l'accroissement des recettes fiscales de 116,02 milliards de FCFA (+9,37%), qu'à celui des recettes non fiscales de 25,49 milliards de FCFA (16,88%).

La progression des recettes fiscales s'explique essentiellement par la hausse constatée au niveau des « impôts sur revenus et bénéfices » (+51,99 milliards de FCFA), de la « taxe sur biens et services » (+42,00 milliards de FCFA), et des « impôts sur commerce et transactions internationales » (+21,28 milliards de FCFA).

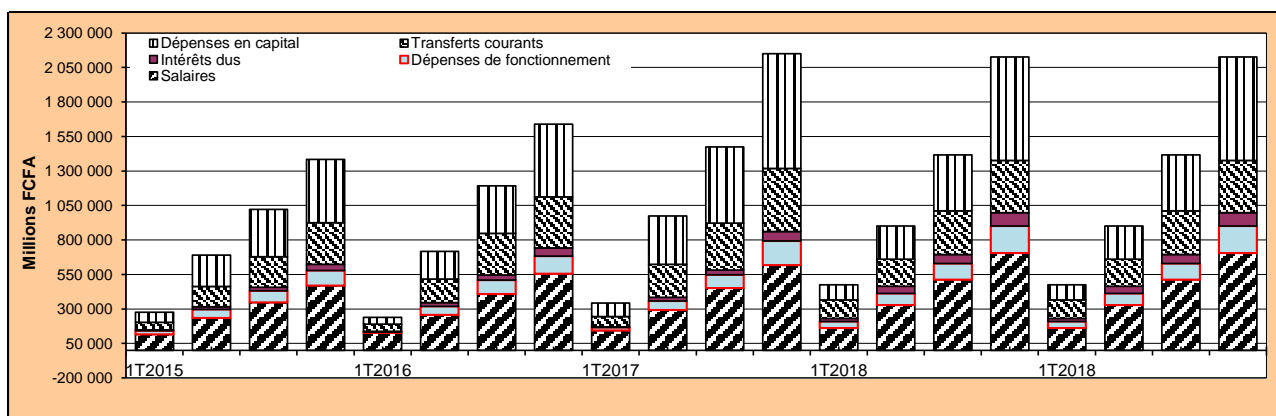
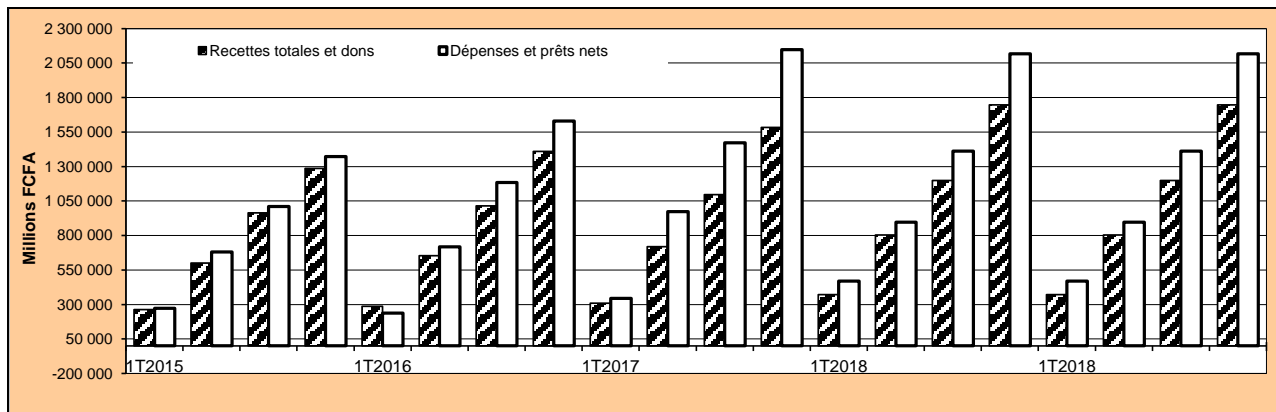
Les recettes non fiscales ont marqué une hausse de 16,88% passant de 151,03 milliards de FCFA à fin décembre 2017 à 176,52 milliards de FCFA à fin décembre 2018. Cette hausse résulte principalement de celle des « produits financiers » (+5,50 milliards de FCFA) ainsi que des « autres recettes non fiscales » (+24,78 milliards de FCFA), atténuée par la baisse des « ventes non industrielles » (-5,63 milliards de FCFA).

La mobilisation des dons s'est chiffrée à 215,09 milliards de FCFA à fin décembre 2018 contre 194,30 milliards de FCFA à fin décembre 2017, soit une hausse de 20,79 milliards de FCFA (+10,70%). Cette évolution est fortement marquée par la hausse des dons programmes de 24,67 milliards de FCFA et légèrement par les dons projets de 2,04 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	4. Trim. 2017	1. Trim. 2018	2. Trim. 2018	3. Trim. 2018	4. Trim. 2018	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 796 632,1	2 146 470,2	470 116,1	895 644,4	1 410 370,8	2 116 480,3	117,8%	-1,4%
Dépenses	1 799 564	2 149 995,4	475 112,2	901 706,3	1 416 940,6	2 126 579,1	118,2%	-1,1%
Dépenses courantes	1 070 590	1 318 660,9	364 429,6	660 458,3	1 011 292,4	1 376 780,3	128,6%	4,4%
Salaires	519 075	617 950,7	161 967,7	328 058,0	511 743,1	705 106,9	135,8%	14,1%
Dépenses de fonctionnement	140 308	174 079,1	47 017,3	84 916,5	117 835,3	195 194,7	139,1%	12,1%
Intérêts dus	49 512	69 515,1	22 158,8	50 987,8	65 335,4	97 240,5	196,4%	39,9%
Transferts courants	361 696	457 116,0	133 285,8	196 496,1	316 378,6	379 238,4	104,9%	-17,0%
Dépenses en capital	728 973	831 334,5	110 682,6	241 247,9	405 648,2	749 798,8	102,9%	-9,8%
financées sur ressources propres	366 395	570 378,9	55 822,5	136 269,4	264 806,8	443 309,0	121,0%	-22,3%
Prêts nets	-2 932	-3 525,2	-4 996,1	-6 061,9	-6 569,8	-10 098,8	344,5%	186,5%



Les dépenses totales et prêts nets se sont chiffrés à 2 116,48 milliards de FCFA à fin décembre 2018 contre 2 146,47 milliards de FCFA à la même période en 2017, soit une contraction de 29,99 milliards de FCFA (-1,40%). Cette baisse est imputable à la diminution des dépenses en capital de 81,54 milliards de FCFA, les dépenses courantes ayant enregistré une augmentation de 58,12 milliards de FCFA.

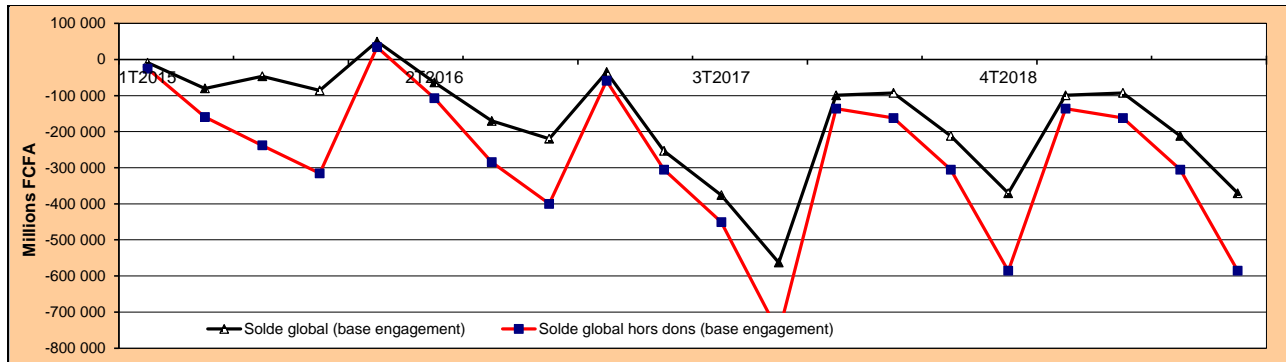
La progression des dépenses courantes résulte, d'une part, des hausses des dépenses de personnel (+87,16 milliards de FCFA), de celles de fonctionnement (+21,12 milliards de FCFA) et de celles des intérêts sur la dette (+27,73 milliards de FCFA) et, d'autre part, de la baisse des transferts courants (-77,88 milliards de FCFA). La hausse des dépenses de personnel s'explique par la constatation financière des engagements pris par le gouvernement, des effectifs additionnels et des avancements statutaires. L'augmentation des intérêts de la dette est imputable à ceux payés au titre de la dette intérieure, en lien avec une présence plus accrue du Trésor Public sur le marché financier régional et d'accroissement de l'encours de la dette. La diminution des transferts courants est principalement imputable à la « subvention Hydrocarbures ».

Quant aux dépenses en capital, à fin décembre 2018, elles ont connu une baisse de 81,54 milliards de FCFA (-9,81%) par rapport à fin décembre 2017 en s'établissant à 749,80 milliards de FCFA. Cette contraction s'explique par celle des dépenses d'investissements financées sur ressources propres de 127,07 milliards de FCFA et par celle des dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures de 19,28 milliards de FCFA. Les transferts en capital et restructuration ont connu une hausse de 64,81 milliards de FCFA, en raison de la prise en charge des moins-values sur hydrocarbures.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2017	2018	2018	2018	2018		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-226 456,3	-562 895,4	-99 173,0	-92 604,0	-211 830,3	-370 614,2	163,7%	-34,2%
Solde global hors dons (base engagement)	-512 730,6	-757 198,8	-136 140,6	-162 414,2	-305 230,5	-585 705,2	114,2%	-22,6%
Solde primaire	-463 218,4	-687 683,7	-113 981,8	-111 426,4	-239 895,2	-488 464,8	105,5%	-29,0%
Solde de base	-150 152,0	-512 762,7	-82 193,2	-58 766,5	-165 720,0	-360 546,3	240,1%	-29,7%
Solde global (base caisse)	-226 456,3	-488 132,7	-138 777,1	-169 677,2	-315 939,4	-467 262,0	206,3%	-4,3%
Solde global hors dons (base caisse)	-512 730,6	-682 436,2	-175 744,7	-239 487,3	-409 339,6	-682 353,0	133,1%	0,0%

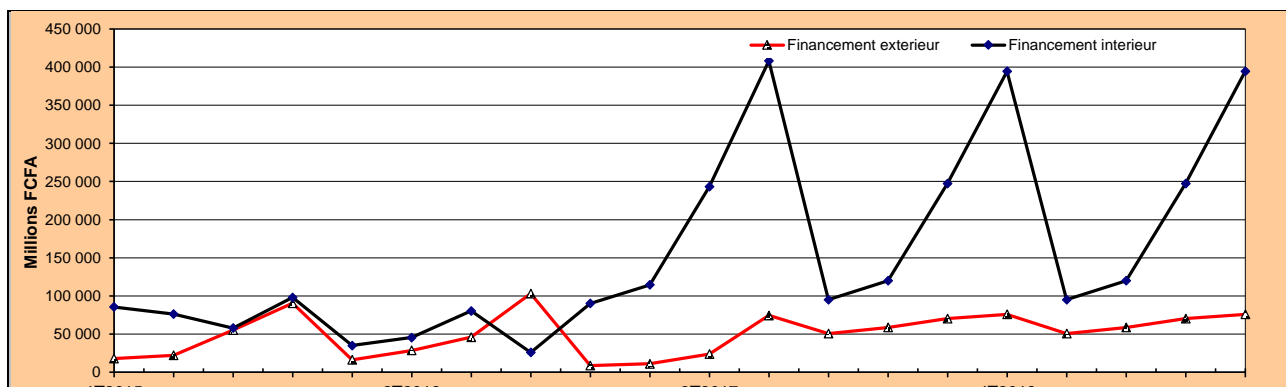


Le solde global "base engagement" des opérations financières de l'Etat s'est établi à -370,61 milliards de FCFA à fin décembre 2018 contre -562,90 milliards de FCFA à fin décembre 2017, en amélioration de 192,28 milliards de FCFA.

Quant au solde global base caisse, il s'est situé à -467,26 milliards de FCFA à fin décembre 2018 contre -488,13 milliards de FCFA à fin décembre 2017. Ce solde a été couvert par un financement intérieur net de 394,59 milliards de FCFA et un financement extérieur net de 75,89 milliards de FCFA.

Le financement intérieur à fin décembre 2018 s'est caractérisé par seize (16) émissions de bons du Trésor et treize (13) émissions d'obligations du Trésor de valeurs globales respectives de 341,20 milliards de FCFA et 336,21 milliards de FCFA. Les remboursements se sont situés à 365,21 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et à 53,71 milliards de FCFA pour les obligations.

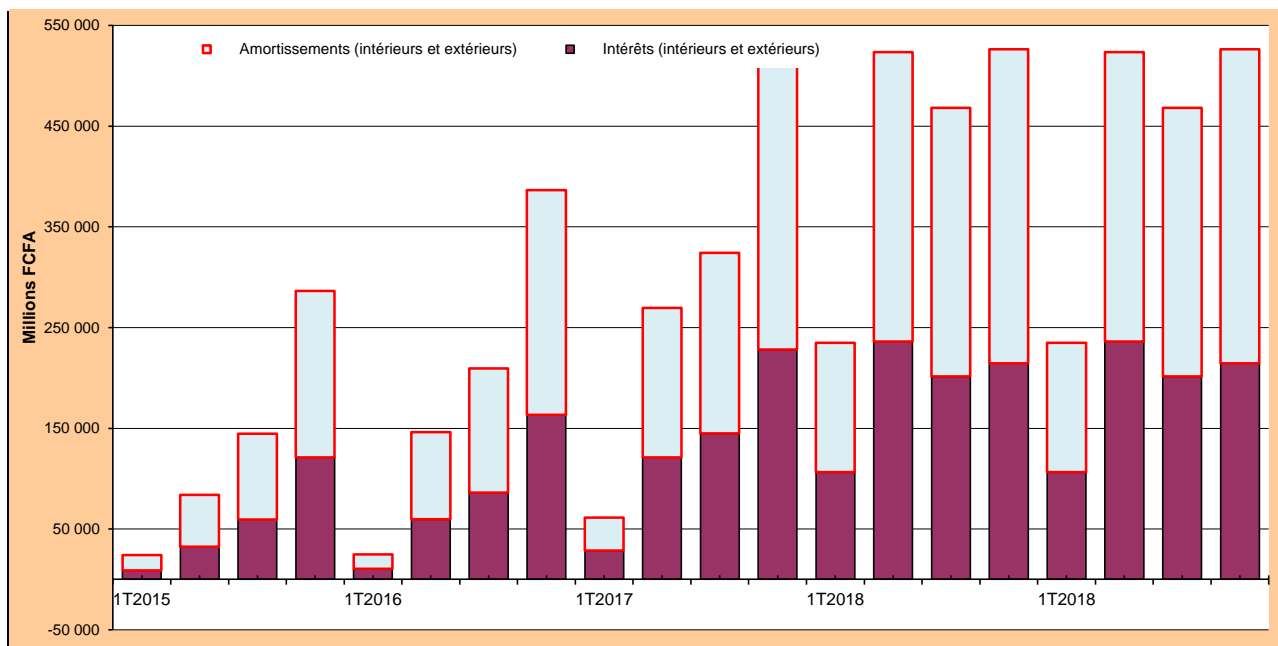
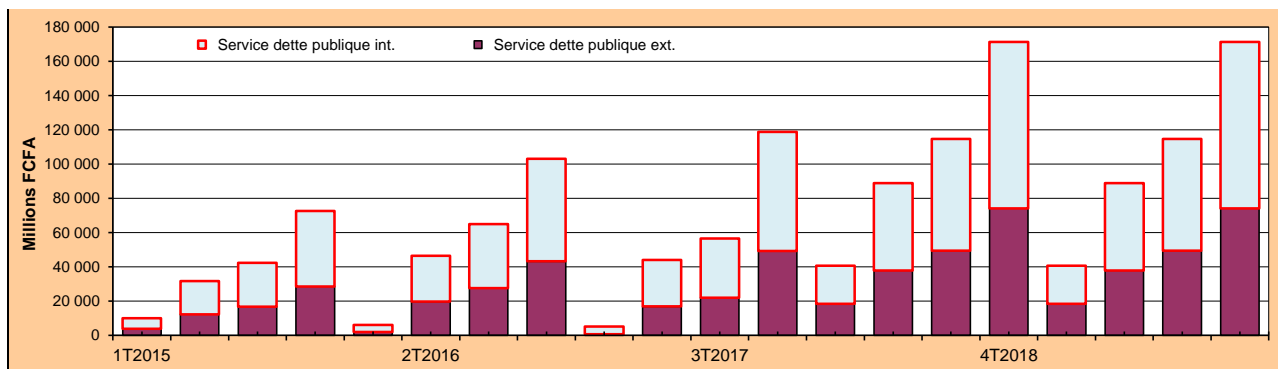
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2017	2018	2018	2018	2018		
		Réal.	Est.	Est.	Est.	Est.		
Financement	226 456,3	482 566,1	145 395,3	178 571,3	317 682,5	470 480,2	207,8%	-2,5%
Financement extérieur	168 413,5	74 281,8	50 559,9	58 635,3	70 219,6	75 891,1	45,1%	2,2%
Décassements extérieurs	207 105,5	124 489,2	58 911,1	82 376,8	103 671,7	130 974,9	63,2%	5,2%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-38 692,0	-50 207,4	-8 351,2	-23 741,5	-33 452,1	-55 083,8	142,4%	9,7%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	58 042,9	408 284,3	94 835,5	119 936,0	247 462,9	394 589,1	679,8%	-3,4%
Financement bancaire	63 817,7	108 324,4	69 181,8	3 324,6	94 350,8	82 321,9	129,0%	-24,0%
Secteur non bancaire	-5 774,8	299 959,9	25 653,7	116 611,4	153 112,1	312 267,2	-5407,4%	4,1%
Gap de financement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		0%



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévion budgétaire (2016)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal. 2017	Est. 2018	Est. 2018	Est. 2018	Est. 2018		
Total service dette publique	195 161,3	297 666,4	128 574,1	287 145,0	266 689,7	311 785,0	159,8%	4,7%
Amortissements (int. et ext.)	145 649	228 151,3	106 415,2	236 157,2	201 354,3	214 544,5	147,3%	-6,0%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	49 512	69 515,1	22 158,8	50 987,8	65 335,4	97 240,5	196,4%	39,9%
Service dette publique int.	134 763,3	227 295,2	116 568,7	250 340,3	217 347,7	233 599,0	173,3%	2,8%
Amortissements	106 957	177 943,9	98 064,0	212 415,8	167 902,3	159 460,7	149,1%	-10,4%
Intérêts	27 806	49 351,3	18 504,7	37 924,6	49 445,5	74 138,3	266,6%	50,2%
Service dette publique ext.	60 398,0	70 371,2	12 005,3	36 804,7	49 342,0	78 186,0	129,5%	11,1%
Amortissements	38 692	50 207,4	8 351,2	23 741,5	33 452,1	55 083,8	9,7%	9,7%
Intérêts	21 706	20 163,8	3 654,1	13 063,2	15 889,9	23 102,1	106,4%	14,6%
Service dette ext./recettes totales	4,7%	5,1%	3,6%	5,0%	4,5%	5,1%		0, points

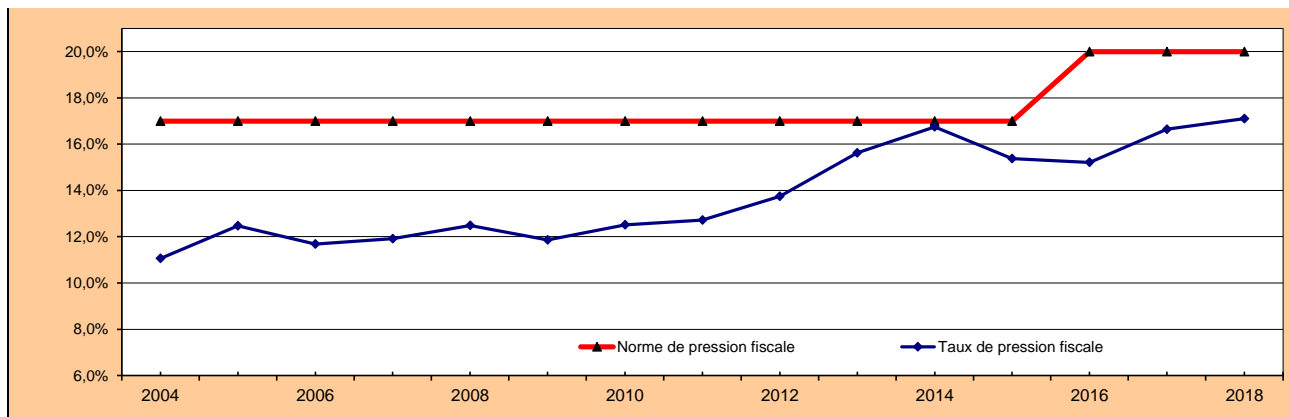


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 5,1% à fin décembre 2018 au même niveau qu'à fin décembre de l'année dernière.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2014	12 2015	12 2016	12 2017	12 2018
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-1,9%	-1,4%	-3,4%	-7,8%	-4,7%
Taux d'inflation	≤	3%	-0,3%	-5,2%	0,4%	0,6%	0,6%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	31,6%	35,5%	34,7%	29,6%	23,5%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	46,5%	50,0%	51,6%	49,9%	12,0%
Taux de pression fiscale	≥	20%	15,4%	15,2%	16,6%	17,3%	17,1%



En 2018, sur la base des estimations préliminaires, le Burkina Faso a respecté deux (2) critères de premiers rang , à savoir le taux d'inflation annuel moyen et l'encours total de la dette publique rapporté au PIB nominal. Le critère clé (le solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal) n'est cependant pas respecté.

Quant aux deux critères de second rang, aucun n'a été respecté en 2017. Le taux de pression fiscale s'établirait à 16,9% en 2018 contre 17,2% en 2017, non conforme à la norme communautaire de 20% minimum. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales serait de 52,1% en 2018 contre 49,9% en 2017, ne respectant pas la norme communautaire de 35% maximum.

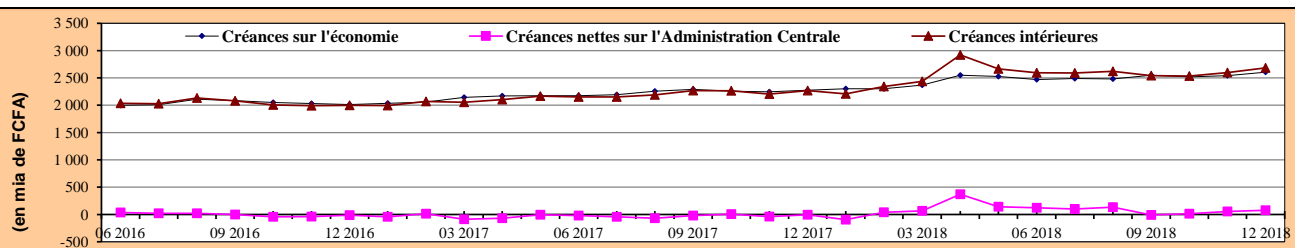
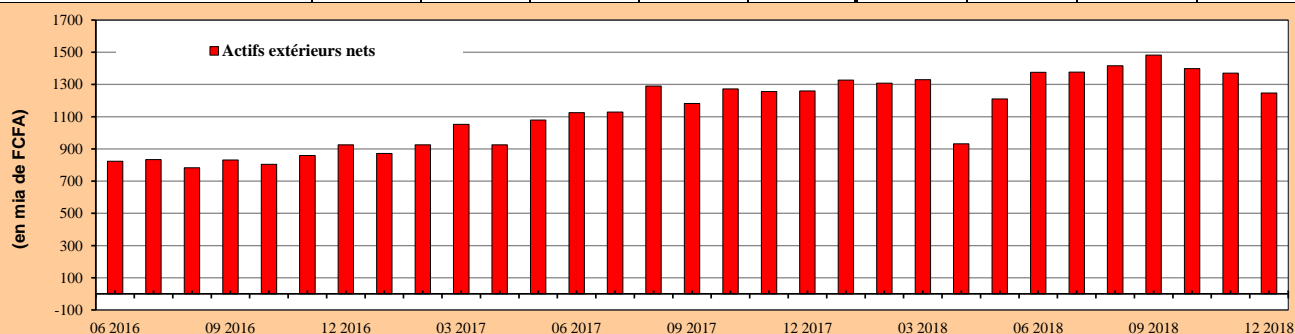
Source : MINEFID

Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

L'évolution de la situation monétaire du Burkina Faso a été marquée, entre fin décembre 2017 et fin décembre 2018, par une diminution des Actifs extérieurs nets (AEN) de 49,8 milliards (-3,7%) et une progression des créances intérieures de 455,4 milliards (+18,7%), conduisant à un accroissement de la masse monétaire de 348,9 milliards (+10,4%). Au cours de l'année 2018, les passifs à caractère non monétaire se sont accrus de 59,5 milliards (+10,4%).

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	4. Trim. 2017	1. Trim. 2018	2. Trim. 2018	3. Trim. 2018	4. Trim. 2018	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
					Est.				
Circulation fiduciaire	447,9	494,8	513,3	497,9	579,9	82,0	16,5%	132,0	29,5%
Dépôts transférables	1 577,7	1 666,1	1 672,7	1 547,6	1 705,7	158,1	10,2%	128,0	8,1%
BCEAO	0,4	0,3	1,2	0,4	0,4	0,0	-10,8%	0,0	-2,4%
Banques	195,7	606,6	195,7	761,3	195,7	-565,6	-74,3%	0,0	0,0%
CCP et CNE	200,1	212,0	219,1	219,1	219,1	0,0	0,0%	19,0	9,5%
M1	2 025,6	2 160,8	2 186,0	2 045,5	2 285,6	240,1	11,7%	260,0	12,8%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 341,1	1 373,9	1 465,0	1 451,4	1 429,5	-21,9	-1,5%	88,4	6,6%
BCEAO	0,4	0,3	1,2	0,4	0,4	0,0	-10,8%	0,0	-2,4%
AID	1 340,8	1 373,5	1 464,7	1 451,0	1 429,2	-21,9	-1,5%	88,4	6,6%
Masse monétaire (M2)	3 366,7	3 534,7	3 651,0	3 496,9	3 715,1	218,2	6,2%	348,4	10,3%
Actifs extérieurs nets	1 330,1	1 375,0	1 482,1	1 246,6	1 443,5	196,9	15,8%	113,4	8,5%
BCEAO	0,4	0,3	1,2	0,4	0,4	0,0	-10,8%	0,0	-2,4%
Banques	1 377,2	1 453,7	1 452,4	1 328,1	1 486,2	158,1	11,9%	109,0	7,9%
Créances intérieures	2 436,3	2 594,6	2 540,1	2 683,3	2 724,0	40,7	1,5%	287,7	11,8%
Créances nettes sur l'Admini	66,1	123,3	-9,1	78,1	59,3	-18,7	-24,0%	-6,7	-10,2%
BCEAO	0,4	0,3	1,2	0,4	0,4	0,0	-10,8%	0,0	-2,4%
Banques	1 377,2	1 453,7	1 452,4	1 328,1	1 486,2	158,1	11,9%	109,0	7,9%
Créances sur l'économie	2 370,2	2 471,3	2 549,2	2 605,2	2 664,7	59,5	2,3%	294,4	12,4%



Sources : B.C.E.A.O.

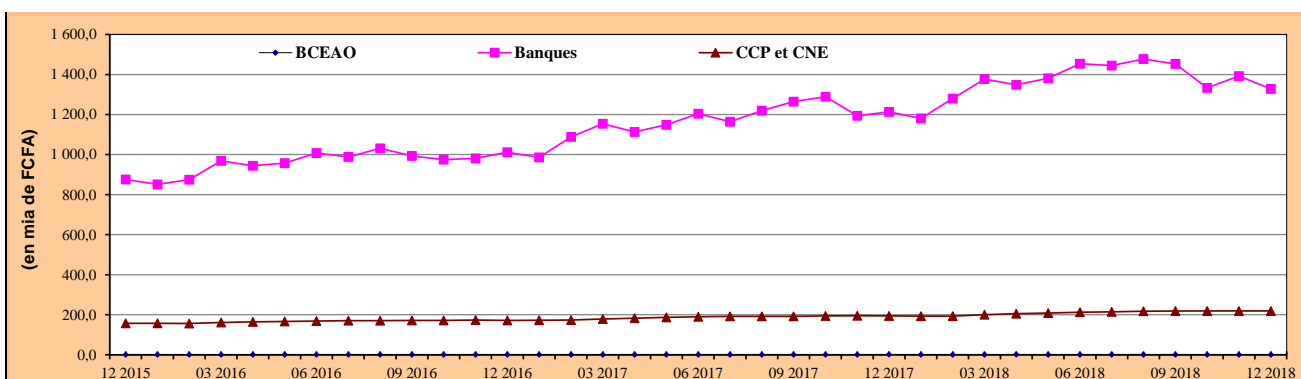
Actifs extérieurs nets

Les AEN des Institutions monétaires sont ressortis à 1 280,4 milliards à fin décembre 2018, en baisse de 3,7% par rapport à fin décembre 2017. Cette régression est exclusivement imprimée par les Autres institutions de dépôts (AID) dont les AEN se sont réduits de 361,2 milliards (-27,1%), les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale ayant connu une progression de 311,5 milliards.

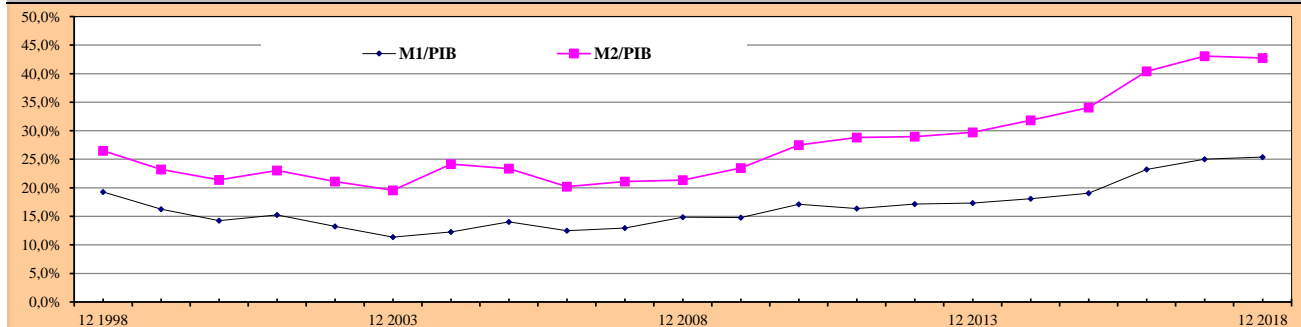
Le repli des AEN des AID est dû à une diminution plus importante de leurs créances brutes sur l'extérieur (-534,6 milliards) par rapport à celle de leurs engagements bruts envers les non-résidents (-173,3 milliards).

La baisse des créances brutes des AID sur l'extérieur s'explique principalement par celle de leurs souscriptions aux titres publics des autres Etats de l'Union (-334,7 milliards, soit -30,9%), de l'encours des crédits octroyés aux non-résidents (-147,5 milliards, soit -24,5%) et de leurs dépôts dans les institutions financières non résidentes (-42,3 milliards, soit -16,2%). En ce qui concerne la diminution des engagements extérieurs bruts des AID, elle est imprimée notamment par le repli des crédits obtenus des institutions financières non-résidentes (-95,6 milliards, soit -37,3%) ainsi que des dépôts reçus des non-résidents (-78,2 milliards, soit -20,4%).

S'agissant de l'accroissement des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale, elle est la résultante d'une baisse de ses engagements extérieurs bruts (-279,7 milliards, soit -31,1%) et d'une hausse de ses créances brutes sur les non-résidents (+31,8 milliards, soit +3,5%).



Sources : B.C.E.A.O.



Créances intérieures

Les **créances intérieures** se sont établies à 2 891,7 milliards à fin décembre 2018 contre 2 436,3 milliards à fin décembre 2017, soit une progression de 18,7%. Cet accroissement est imputable à une augmentation des créances sur l'économie de 295,9 milliards (+12,5%) et des Créances Nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale (CN-AC) de 159,5,0 milliards (+241,5%).

Les **créances du système bancaire sur l'économie** se sont situées à 2 666,1 milliards à fin septembre 2018 contre 2 370,2 milliards à fin décembre 2017, soit une hausse de 12,5%. A fin décembre 2017, les crédits à l'économie avaient augmenté de 10,5% par rapport à leur niveau à fin décembre 2016.

Les **Créances nettes du système bancaire sur l'Administration centrale** (CN-AC) ont enregistré un accroissement de 159,5 milliards au cours de 2018, observé au niveau banques commerciales (+168,4 milliards), les créances nettes sur de la BCEAO ayant fléchi de 8,9 milliards.

Les créances nettes des banques commerciales vis-à-vis de l'Administration centrale ont progressé suite à une progression de leurs créances brutes sur l'Etat (+165,3 milliards), sous forme notamment de titres publics (+205,8 milliards), accentuée par la baisse de leurs engagements envers l'Etat.

Pour ce qui est de la diminution en variation annuelle des créances nettes de la BCEAO sur l'Administration centrale (-16,0%), elle s'explique notamment par le repli des créances brutes de la Banque Centrale sur l'Etat (-9,4 milliards) dont un amortissement de 5,2 milliards sur les allocations DTS et de 4,2 milliards au titre des crédits du FMI.

Masse monétaire

En lien avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est ressortie à 3 715,6 milliards à fin décembre 2018, en progression de 348,9 milliards (+10,4%) par rapport à fin décembre 2017. Cet accroissement est observé au niveau des dépôts (+216,8 milliards, soit +7,4%) et de la circulation fiduciaire (+132,0 milliards, soit +29,5%).

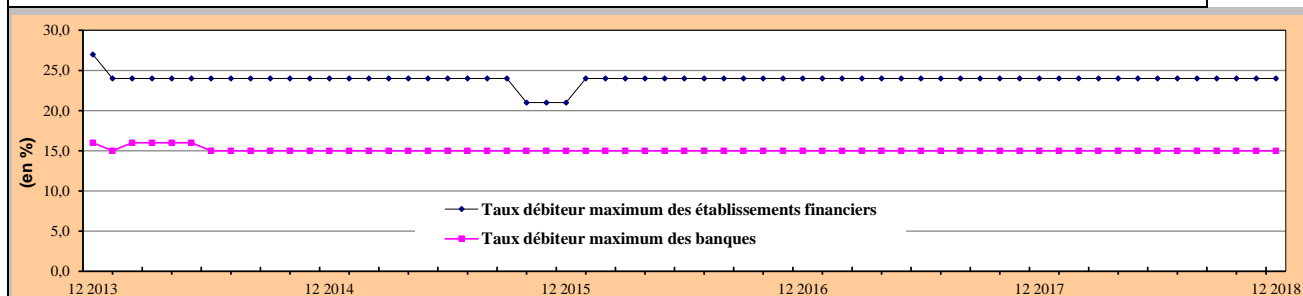
A fin décembre 2017, la masse monétaire avait enregistrée une augmentation de 21,1% suite à une hausse des dépôts (+418,8 milliards, soit +16,8%) et de la circulation fiduciaire (+167,3 milliards, soit +59,6%).

AGREGATS MONETAIRES	déc.14	déc.15	déc.16	déc.17	déc.18
M1/PIB	19,0%	23,2%	25,0%	Est. 28,2%	Est. 25,4%
M2/PIB	34,1%	40,4%	43,1%	46,9%	42,8%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	4. Trim. 2017	1. Trim. 2018	2. Trim. 2018	3. Trim. 2018	4. Trim. 2018	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Taux d'intérêt

Au cours du quatrième trimestre 2018, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas enregistré de modification. En effet, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités est demeuré à 2,50%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013. De même, le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) est demeuré à 4,50%, taux en vigueur depuis le 16 décembre 2016 (un taux 3,50% était en vigueur depuis le 16 septembre 2013).

S'agissant des conditions de banque, sur la base des informations issues de l'enquête mensuelle effectuée régulièrement par la BCEAO, le volume de crédits octroyés par les banques de la place s'élève à 1.798,6 milliards en 2018 contre 1.837,4 milliards en 2017, soit une baisse de 2.1%. Le taux moyen appliqué aux crédits au cours de l'année 2018 s'est établi à 7,35% contre 7,25% en 2017, soit une hausse de 0,10 point de pourcentage sur un an.

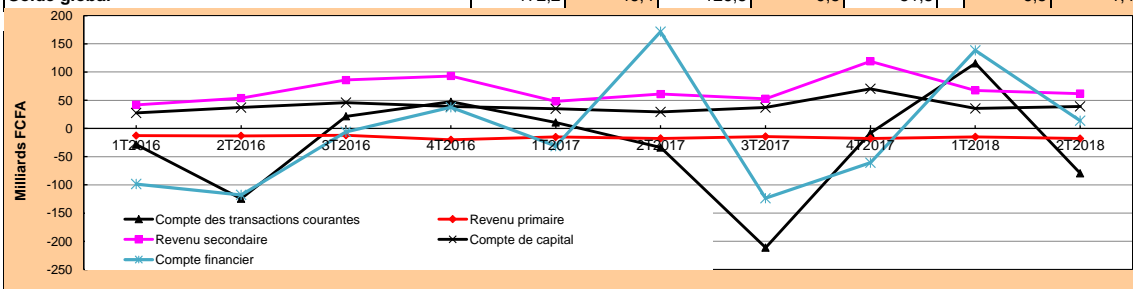
Le volume des dépôts collectés par le système bancaire au cours des 12 mois de l'année 2018 s'est établi à 1.788,4 milliards contre 1.601,2 milliards collectés en 2017, soit une progression de 11,7%. Le taux de rémunération moyen de ces dépôts est ressorti à 5,7% contre 5,6% en 2017, soit une progression de 0.11 point de pourcentage.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Au troisième trimestre de l'année 2018, les transactions extérieures du Burkina Faso se sont traduites par un déficit global de 235,6 milliards, après des excédents de 77,7 milliards et 107,2 milliards enregistrés respectivement au troisième trimestre de l'année précédente et au deuxième trimestre 2018. La détérioration du solde global, en variation trimestrielle (-342,7 milliards) est attribuable aux comptes des transactions courantes, notamment les échanges de biens et services qui ont enregistré une détérioration de 136,1 milliards en ressortant déficitaire de 259,6 milliards contre un déficit de 123,5 milliards au trimestre précédent.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	2. Trim. 2017	3. Trim. 2017	4. Trim. 2017	1. Trim. 2018	2. Trim. 2018	Glissement	
						trimestriel	annuel
Compte des transactions courantes	-33,7	-211,0	-8,0	115,4	-79,5	-1,7	9,0
Biens et services	-77,0	-249,3	-109,2	62,7	-123,5	-3,0	0,1
Biens	-15,5	-178,7	-36,9	134,0	-46,4	-1,3	0,3
Services	-61,5	-70,7	-72,4	-71,3	-77,1	0,1	0,1
Revenu primaire	-17,6	-14,1	-17,9	-14,7	-17,8	0,2	0,0
- Intérêt sur dette publique	-6,5	-2,2	-7,6	-3,7	-9,4	1,6	0,2
Revenu secondaire	60,8	52,5	119,2	67,5	61,8	-0,1	-0,5
Administrations publiques	9,7	-1,0	61,4	12,5	5,6	-0,6	-0,9
Autres secteurs	51,1	53,5	57,8	55,0	56,2	0,0	0,0
- Envois de fonds des travailleurs	47,0	49,5	53,9	50,0	51,0	0,0	-0,1
Compte de capital	29,3	37,1	70,4	35,5	39,0	0,1	-0,4
Transferts de capital	29,3	37,1	70,4	35,5	39,0	0,1	-0,4
Administration publique	16,4	23,0	56,6	23,2	26,3	0,1	-0,5
Autre secteurs	12,9	14,1	13,8	12,3	12,8	0,0	-0,1
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comp)	-4,4	-173,9	62,4	151,0	-40,5	-1,3	-1,6
Compte financier	171,5	-123,5	-60,8	138,4	13,6	-0,9	-1,2
Investissement direct	-46,2	-69,6	-64,8	-68,1	-69,1	0,0	0,1
Titres de participation	-4,6	-11,3	-11,5	-10,6	-11,4	0,1	0,0
Instruments de dettes	-41,6	-58,3	-53,3	-57,4	-57,7	0,0	0,1
Investissements de portefeuille	-1,2	-1,4	-1,3	-1,2	-1,1	0,0	-0,1
Titres de participation	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	-0,1	-0,2
Titres de créances (Bons et obligation du Trésor)	-1,4	-1,7	-1,6	-1,4	-1,4	0,0	-0,1
Autres investissements	218,9	-52,4	5,3	207,6	83,8	-0,6	14,8
Administrations publiques	47,6	13,3	-27,9	-51,2	-110,0	1,1	2,9
Solde global	-172,2	-46,4	126,8	9,5	-51,8	-6,5	-1,4



Le compte des transactions courantes

Le déficit du compte des transactions courantes s'est aggravé de 139,3 milliards au troisième trimestre 2018, en ressortant en déficit de 218,8 milliards, après un déficit de 79,5 milliards au trimestre précédent. Cette évolution défavorable en variation trimestrielle est imputable notamment à l'aggravation du déficit des échanges de biens et de services, ainsi qu'à la baisse de l'excédent du compte du revenu secondaire. Par rapport au troisième trimestre de l'année 2017 où il avait été observé un déficit courant de 211,0 milliards, le trimestre sous revue a enregistré une détérioration de 7,9 milliards, expliquée notamment par le creusement des déficits des comptes de services et de revenu primaire, en dépit de l'accroissement de l'excédent du revenu secondaire.

Le solde de la balance des biens s'est significativement détérioré (phénomène saisonnier) en passant d'un déficit de 46,4 milliards au deuxième trimestre 2018 à -176,9 milliards au troisième trimestre 2018. Cette évolution de la balance des biens résulte d'une diminution des exportations (-123,7 milliards, soit -28,2% en glissement trimestriel), accentuée par un accroissement des importations (+6,8 milliards, soit +1,4%).

En variation annuelle, le déficit commercial s'est légèrement réduit de 1,8 milliard au troisième trimestre 2018, en lien avec le repli des importations (-3,6 milliards, soit -0,7%) plus important que celui des exportations (-1,8 milliard, soit -0,6%).

Le déficit structurel de la balance des services s'est accru de 5,5 milliards entre les deuxième et troisième trimestres 2018, passant de 77,1 milliards à 82,6 milliards. En glissement annuel, il s'est accentué de 12,0 milliards.

Le compte du revenu primaire s'est soldé par des sorties nettes de 17,2 milliards au troisième trimestre 2018, après des sorties nettes de 17,8 milliards au trimestre précédent, soit une amélioration de 0,6 milliard. Cette amélioration est en lien avec la baisse des paiements au titre des intérêts de la dette publique extérieure de 6,6 milliards. En variation annuelle, le déficit du compte du revenu primaire s'est creusé de 3,1 milliards.

Le compte du revenu secondaire s'est détérioré de 3,8 milliards, en s'établissant à 57,9 milliards au trimestre sous revue, malgré la progression des aides budgétaires (+2,4 milliards). La détérioration de ce compte s'explique par la prise en charge de la contribution du Burkina aux organisations communautaires (PC/PCS) au cours de ce trimestre. En effet, les aides budgétaires sont ressorties à 9,0 milliards au troisième trimestre 2018, après une réalisation de 6,6 milliards au deuxième trimestre 2018, soit une progression de 2,4 milliards. En variation annuelle, le solde du compte du revenu secondaire s'est amélioré de 5,4 milliards (10,4%).

Le solde du compte de capital s'est détérioré de 11,5 milliards, en passant de 39,0 milliards au deuxième trimestre 2018 à 27,6 milliards au troisième trimestre 2018, sous l'effet notable de la diminution des transferts en capital au profit de l'Administration publique. En effet, les dons projets au profit de l'Administration publique ont été mobilisés à hauteur de 14,6 milliards au cours du troisième trimestre 2018, enregistrant une baisse de 11,7 milliards par rapport à la réalisation du trimestre précédent.

Le compte financier a enregistré des sorties nettes de capitaux de 48,2 milliards, après des entrées nettes de 144,1 milliards au deuxième trimestre 2018, soit une détérioration de 192,3 milliards. Cette évolution défavorable est imprimée par les flux nets sortants au titre des autres investissements à hauteur de 125,3 milliards contre des entrées nettes de 66,4 milliards au trimestre précédent.

Evolution de la Position Extérieure Globale (PEG) du Burkina Faso

A fin septembre 2018, la PEG du Burkina Faso est ressortie débitrice de 1.204,4 milliards, après des déficits de 1.862,1 milliards et 1.920,8 milliards, respectivement à fin septembre 2017 et fin juin 2018. Cette aggravation de la PEG débitrice de 283,7 milliards en variation trimestrielle est consécutive à un gonflement du stock de passifs financiers (+325,5 milliards), plus important que celui du stock d'actifs financiers (+41,8 milliards). Les avoirs de réserve se sont établis à 31,6 milliards à fin septembre 2018, après une réalisation de 33,1 milliards à fin juin 2018, correspondant à une diminution de 4,6%. Par rapport à fin septembre 2017 où le stock de réserves était de 21,9 milliards, une augmentation de 48,0% a été enregistrée.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

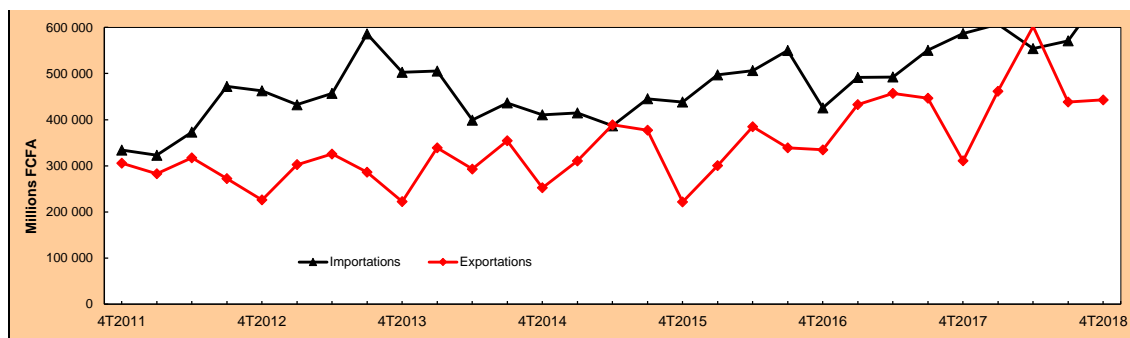
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2017	2018	2018	2018	2018	trimestriel	annuel
TOTAL	606 598,8	554 155,1	570 803,1	591 449,2	676 635,1	14,4%	11,5%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	5 383,2	4 750,9	7 248,7	5 619,1	6 470,7	15,2%	20,2%
Produits du règne végétal	37 007,0	31 331,7	35 511,5	36 735,9	38 047,5	3,6%	2,8%
Graisses et huiles animales ou végétales	5 602,9	5 170,4	5 062,3	4 453,6	6 134,3	37,7%	9,5%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	30 091,8	28 905,6	25 968,2	27 626,6	30 987,0	12,2%	3,0%
Produits minéraux	187 765,2	161 545,7	169 825,5	169 124,0	221 335,0	30,9%	17,9%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	58 026,5	81 612,2	87 246,2	75 133,6	71 496,2	-4,8%	23,2%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	20 957,8	18 940,1	20 371,1	24 900,2	28 085,2	12,8%	34,0%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	227,4	512,2	1 786,2	262,7	452,8	72,4%	99,1%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 138,4	1 157,0	1 002,9	851,1	955,7	12,3%	-16,1%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulose	8 189,9	5 124,4	7 925,3	9 056,4	8 488,4	-6,3%	3,6%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	7 484,8	6 315,1	8 864,4	6 150,6	9 620,9	56,4%	28,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 488,1	1 166,9	1 752,2	1 575,0	2 081,1	32,1%	39,8%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	4 853,2	4 828,9	3 599,0	4 074,7	5 004,3	22,8%	3,1%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	85,4	75,5	55,6	85,5	135,7	58,6%	58,9%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	38 578,2	34 461,6	36 041,8	46 511,6	50 369,9	8,3%	30,6%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	129 113,6	98 480,3	91 128,1	109 029,4	123 389,2	13,2%	-4,4%
Matériel de transport	57 818,8	55 924,4	50 363,7	54 368,6	60 399,3	11,1%	4,5%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	4 959,1	7 731,0	6 730,3	7 902,6	5 244,6	-33,6%	5,8%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	1 261,3	134,8	3 662,4	3 060,3	49,7	-98,4%	-96,1%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une hausse de 14,4% portant le niveau des importations de 591,5 milliards de FCFA au troisième trimestre 2018 à 676,6 milliards de FCFA au trimestre sous revue. La hausse de la facture pétrolière de 52,2 milliards de FCFA et des importations des « Machines et appareils, matériels électriques et leur parties » de 14,4 milliards de FCFA ont été les leviers de cette évolution.

Comparativement au même trimestre de 2017, la même tendance a été observé avec une hausse de 11,5% soit 69,5 milliards de FCFA. La hausse de la facture pétrolière de 33,6 milliards de FCFA, des importations de « Produits des industries chimiques et industries connexes » de 13,5 milliards de FCFA et des « Métaux communs et ouvrages en ces métaux » de 11,8 milliards de FCFA

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2017	2018	2018	2018	2018	trimestriel	annuel
TOTAL	461 664,1	602 205,5	438 152,9	315 140,4	442 718,3	40,5%	-4,1%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	207,2	565,0	266,5	226,3	176,0	-22,2%	-15,1%
Produits du règne végétal	31 871,0	97 080,1	84 915,6	14 931,0	43 610,6	192,1%	36,8%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	24 802,5	42 861,7	6 137,3	5 753,6	39 482,0	586,2%	59,2%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 859,0	3 281,0	2 379,7	2 829,3	5 545,0	96,0%	94,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 853,2	2 549,1	3 032,5	1 424,8	1 595,1	11,9%	-13,9%
Produits minéraux	99,5	401,9	82,0	171,3	97,3	-43,2%	-2,2%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	1 474,4	935,0	1 190,6	1 136,2	8 975,6	689,9%	508,8%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	1 126,4	85,6	84,7	162,3	1 882,6	1059,7%	67,1%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	0,5	8,8	56,1	66,6	15,7	-76,5%	2829,8%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	8,0	29,8	1,9	11,6	71,5	518,3%	793,7%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulodiques	1,6	91,8	20,9	48,0	69,9	45,5%	4378,5%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	77 248,1	132 549,8	23 896,7	1 178,4	22 515,1	1810,7%	-70,9%
dont coton fibre	75 832,6	132 101,9	23 051,5	194,7	21 620,9	11002,1%	-71,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	4,6	0,4	3,9	3,8	7,0	83,1%	51,2%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	59,2	79,1	75,8	13,4	5,3	-60,3%	-91,0%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	298 699,5	323 375,0	290 690,4	266 471,1	311 842,6	17,0%	4,4%
dont or	297 086,8	322 866,1	290 234,0	266 104,0	311 446,1	17,0%	4,8%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	35 183,3	35 954,5	23 336,8	20 014,9	35 714,3	78,4%	1,5%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	8 507,1	3 404,7	5 865,4	4 091,2	6 519,6	59,4%	-23,4%
Matériel de transport	2 088,0	1 492,0	1 423,3	1 548,4	3 718,5	140,1%	78,1%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	95,0	143,9	191,8	114,4	92,4	-19,2%	-2,8%
Marchandises et produits divers	210,8	106,4	309,5	612,7	174,1	-71,6%	-17,4%

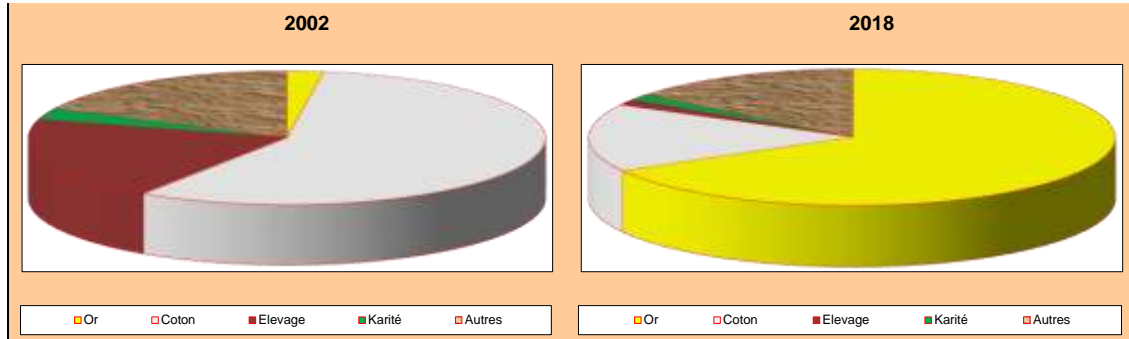


Au quatrième trimestre 2018, les exportations enregistrent une hausse de 40,5% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 315,1 milliards FCFA au troisième trimestre 2018 à 442,7 milliards FCFA. Cette hausse est imputable principalement à la hausse des exportations des produits du règne végétal, du coton fibre et d'or. En effet, les exportations d'or non monétaire ont augmenté de 45,3 milliards de FCFA, celles de coton fibre de 21,4 milliards de FCFA et celles des produits du règne végétal de 28,7 milliards de FCFA.

En glissement annuel, la tendance s'est inversée avec une légère baisse de 4,1%, soit -19,0 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2017. Cette évolution est imputable principalement à la baisse des exportations du coton fibre. En effet, la baisse des exportations de coton fibre de 54,7 milliards de FCFA, n'a pas été compensée par la hausse des exportations de l'or non monétaire de 14,4 milliards de FCFA et de celles des produits du règne végétal de 11,7 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2002	2015	2016	2017	2018
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Part de l'or dans total	2,3%	62,7%	64,1%	65,6%	66,8%
Part du coton dans total	57,0%	18,3%	16,1%	16,0%	16,1%
Part des produits de l'élevage dans total	20,1%	1,7%	1,4%	1,3%	1,4%
Part du karité dans total	2,8%	1,3%	1,6%	1,5%	1,5%
Part des autres produits dans total	17,8%	16,0%	16,8%	15,6%	14,3%

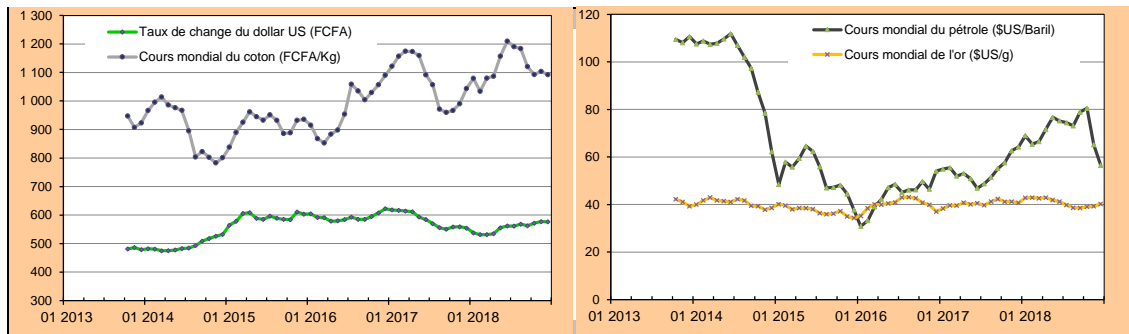


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (57%) et celles de produits de l'élevage (20,1%) en 2002, il ressort une prédominance de l'or avec 66,8% de la part des exportations en 2018. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 56,74 tonnes en 2018.

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL Moyenne trimestrielle	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2017	2018	2018	2018	2018	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	557,0	533,6	550,5	564,0	574,8	1,9%	3,2%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	61,5	67,0	74,5	75,5	67,4	-10,7%	9,6%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 796,2	1 994,9	2 090,2	2 065,7	1 907,5	-7,7%	6,2%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	41,0	42,8	42,0	39,0	39,5	1,3%	-3,8%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	34,2	35,7	41,0	42,6	38,7	-9,1%	13,1%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	1 000,4	1 064,5	1 151,2	1 165,0	1 096,5	-5,9%	9,6%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	22,9	22,8	23,1	22,0	22,7	3,2%	-0,7%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,029	0,030	0,028	0,027	0,029	5,4%	-1,2%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, le dollar américain poursuit son regain entamé au premier trimestre vis à vis du FCFA avec une hausse de 1,9% de sa valeur en rythme trimestriel au quatrième trimestre de l'année 2018. En moyenne, le dollar s'est échangé à 574,8 FCFA au quatrième trimestre 2018 contre 564,0 FCFA un trimestre plus tôt. De même, en glissement annuel, le cours actuel est au-dessus de sa valeur par rapport au franc CFA au même trimestre de l'année précédente. Il est en hausse de 3,2% ce trimestre comparativement au quatrième trimestre de 2017. L'appréciation du dollar vis-à-vis du FCFA reste influencée par la hausse du taux de rendement de la FED et les tensions commerciales affectant le cours de l'Euro.

- Prix des produits exportés :

Baisse du cours du coton sur les marchés mondiaux. Il est en baisse de 7,7% au quatrième trimestre 2018 en revenant à 1907,5 dollars la tonne contre 2065,7 dollars au trimestre précédent. En glissement annuel, il a progressé de 6,2% grâce à sa récente tendance haussière soutenue. Converti en franc CFA, la fibre de coton valait 1096,5 FCFA le kilogramme, contre 1165,0 FCFA au troisième trimestre 2018, soit une baisse de 5,9%. Par contre, en glissement annuel, le prix de la tonne de coton en Francs CFA est en hausse de 9,6% en glissement annuel. La baisse du cours du coton demeure influencée par la baisse de la production mondiale devant faire face à une forte demande surtout Chinoise.

Reprise de la hausse du cours de l'or au quatrième trimestre 2018. Après une baisse les deux trimestres précédents, le quatrième trimestre 2018 a été caractérisé par une hausse du cours du métal jaune, soit 1,3% en rythme trimestriel. En effet, le cours de l'or valait, en moyenne, 39,5 dollars le gramme contre 39,0 dollars au troisième trimestre 2018. Sur la base annuelle, le cours de l'or reste toujours plus bas que le niveau du même trimestre de l'année passée de 3,8% au quatrième trimestre 2018. Converti en franc CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 22 709 francs le gramme, en augmentation de 3,2% en rythme trimestriel et en repli de 0,7% en glissement annuel. La hausse du cours de l'once d'or s'expliquerait par son attractivité en tant que valeur refuge du fait des incertitudes qu'en à la reprise réelle de l'économie mondiale en 2019 et la politique de Donald TRUMP.

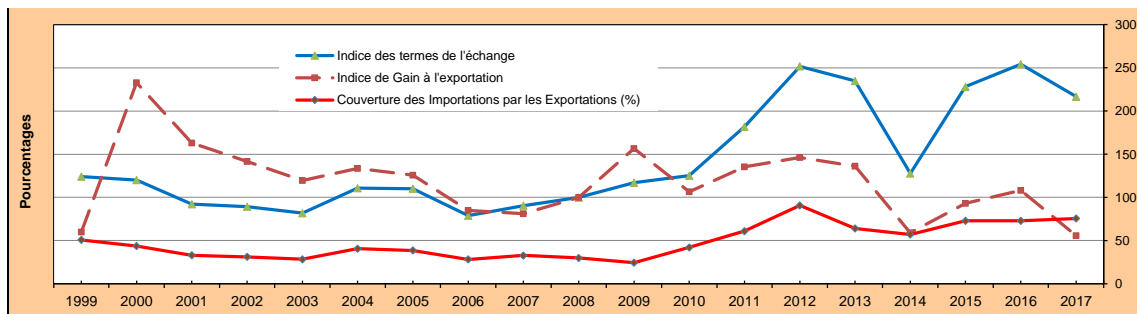
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, le quatrième trimestre 2018 a connu un repli des cours. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 67,4 dollars au quatrième trimestre 2018 contre 75,5 dollars le trimestre précédent, correspondant à une regression de 10,7%. En glissement annuel, il a enregistré un accroissement de 9,6% au quatrième trimestre 2018. Exprimé en franc FCFA, il est en baisse de 9,1% en rythme trimestriel et une hausse de 13,1% en glissement annuel. Cette baisse du cours du baril de pétrole s'expliquerait par la hausse des productions par les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite et la Russie (avec une production moyenne de 11 million de baril par jour) contre une baisse de la demande du fait d'un ralentissement de la croissance économique prévu en 2019.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2013	12 2014	12 2015	12 2016	12 2017	Var. 2017	
						Var./2016	Var./2015
Indice prix à l'exportation	234,3	207,3	231,2	160,7	178,3	11,0%	-22,9%
Indice prix à l'importation	117,3	90,9	90,9	94,0	82,3	-12,5%	-9,5%
Indice des termes de l'échange	127,8	228,1	254,2	170,9	216,6	26,7%	-14,8%
Indice de gain à l'exportation	59,0	93,1	108,0	44,1	55,8	26,5%	-48,4%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	57,2	72,8	72,9	75,6	75,7	0,1%	3,8%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011 ; à 63,6% en 2012 et 57,2% en 2013.

En 2014 cependant, le taux de couverture est en progression passant de 72,8% en 2014 ; 72,9% en 2015, 76,1% en 2016 et 74,9% en 2017 et 2018. Cependant, le taux de couverture est passé à 108,7% au premier trimestre 2018.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOCIÉTÉ NATIONALE DE GESTION DU STOCK DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage :

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie :

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur :

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions :

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale :

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n, le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

où $X_{n,i}$ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.

$$\frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari NIANGAO, Issaka	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François BASSOLE, Wilfried Gustave	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
TRAORE, Sibiri	Situation monétaire	BCEAO
TRAORE, Sibiri	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
TOUGMA, Jean Gabriel	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP